L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

... MATIN, 23 FEVRIER 1872. 21me Année—Vol. XLV.

DUPUOY & LIBERT,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 23 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour ces détails, voir aux annonces.

Par Verrière, Auctioneer & Co., Rue leur salle d'encan, No 38, rue Vieille-Levée—Bottes, souliers et brodequins — Aussi, bottes d'ouvrage et paillasses.

Par Sterne & Bros., à leur salle d'encan, No 36, rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, rue de Chartres — Notions, marchandises de fantaisie, articles de toilette et le reste d'un magasin au détail. — De plus, coton blanchi et Indiennes en dommages.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, au pied de la rue Lafayette — Pommes de terre, en bartils et en sacs, à 10 heures.

ATTENTION !

Pommes de terre. — Voyez l'annonce de M. D. F. Morphy, encanteur.

Faites imprimer vos factures, Carte, etc., et faites faire vos reliures au Pelican Printing Office, No 112 et 114, rue Carondelet.

THEATRES

Aujourd'hui, Vendredi

ACADEMIE—Schneider, ou Bot Heuse von Rhine.

ST. CHARLES.—The Cross of Gold et The Rising Generation.

VARIETES.—Divorce.

ODD-FELLOWS' HALL. — Grand Concert Thomas.

CIRQUE DAN RICE.—Rue des Magasins.

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE
DES RÉSIDENTS FRANÇAIS
DE LA LOUISIANE
pour concourir à la libération des départements français occupés.

M. Crémieux, membre du gouvernement provisoire de 4 septembre, a eu, le premier, l'idée de faire une souscription pour aider la France à payer l'indemnité de cinq milliards à l'Allemagne. Au milieu des préoccupations politiques créées par la création de l'Assemblée à Bordeaux, la défrédans laquelle il devait être prêt à souscrire pour cent mille francs, passa inaperçue.

Dernièrement, à l'occasion du Nouvel An, quelques dames de Strasbourg s'avisèrent de faire une souscription dont elles s'occupèrent le montant au gouvernement français comme "étrennes à la France pour l'aider à payer sa rançon". Les dames de Strasbourg ne se sont pas trompées, leur exemple, et voilà l'élan donné. D'un bout de la France à l'autre, ce n'est qu'un cri. Cette pensée répété avec enthousiasme et trouve de l'écho partout "souscrivons la libération du territoire !" Des comités se forment dans toutes les villes, partout s'organise et il prend des proportions qui étonnent ceux là même qui souhaitaient peu sur une souscription nationale.

On n'obtiendra pas les trois milliards de cette façon assurément, mais qu'importe, si on peut prouver par une imposante manifestation, que les Français, si divisés sur les questions gouvernementales, sont tous unis quand il s'agit de la libération de la Patrie !

C'est le sentiment dominant que nous voyons dans les journaux de Paris et des départements. Le télégraphe nous a appris avec quelle rapidité la souscription a éclaté, puisqu'à Nancy, en vingt jours, elle a monté de 80,000 francs à un million de francs.

Les Français résidant à l'étranger n'ont pas voulu rester en arrière de leurs compatriotes. Aux Etats-Unis, New-York a donné le signal et la souscription y marche à grands pas.

Les résidents français de la Nouvelle-Orléans suivront l'exemple de ceux de New-York. Nous sommes heureux de pouvoir publier aujourd'hui une première liste d'une vingtaine de noms; elle se chiffre par un total de près de quatre mille dollars. C'est un début qui promet et nous comptons que les souscripteurs se multiplieront par milliers.

PREMIÈRE LISTE.

L'Abeille de la Nelle-Orléans	$100 00
[illegible] Lemet, rédacteur en chef de [illegible]	
L'Abeille [illegible]	100 00
Rochereau & Co	500 00
Carrière & Co	500 00
A. de Lizardi	500 00
Avalon	500 00
Merlin & Girard	300 00
Devronze & Bro	100 00
[illegible] & Grevalan frères	100 00
Maignan	100 00
Larue	100 00
[illegible]rmann & Bayle	100 00
[illegible]ssac	100 00
P. Blanchard	100 00
Mortier & Domestre	100 00
[illegible]re, II	100 00
[illegible] Aldige	100 00
Gas Bros	100 00
[illegible] Boulatour	100 00
[illegible] J. Tonatre	50 00
[illegible]aufroid	50 00
[illegible]ordelonne	50 00
[illegible]spenan	50 00
Total	$3800 00

APPEL AUX ARTISTES FRANÇAIS. — Nous apprenons que notre digne maestro, M. Cébrié, se propose de demander aux artistes de l'Opéra leur concours pour organiser une représentation au bénéfice de la souscription patriotique pour la libération du territoire français. Il a déjà reçu du président de l'Association de secours la promesse de la salle, et nous sommes à l'avance convaincu que tous ses confrères s'empresseront de se joindre à lui pour cette bonne pensée.

SOUSCRIPTION FRANÇAISE. — Nous apprenons, dimanche prochain, les noms des personnes qui feront leur versement de souscription. On peut encore souscrire chez nos bureaux. Nous publierons chaque jour les nouvelles souscriptions.

UN EMPRUNT EN FRANCE.

Nous disons au *Courrier de France* :

La France se préoccupe du payement des milliards qui vont rester dus à l'Allemagne après la libération du territoire. Des souscriptions s'ouvrent de toutes parts et se couvrent de signatures : c'est le plus beau spectacle que puissent donner les peuples en face des hontes publiques. Cependant il n'y a encore rien d'officiel sur le chiffre de trois milliards.

Il n'arrivera jamais à l'aide de souscriptions volontaires, quelque grandes que soient les sommes que les personnes qui désirent la libération du territoire puissent réaliser par ce moyen. Il faut un emprunt national.

Un projet que M. de Soubeyran, député unique de la Lozère, a déposé sur le bureau de l'Assemblée, pour créer de la rente 3 pour cent amortissable en cinquante années. Il est divisé en 750 séries, en 60 classes.

Chaque année une classe, composée de toutes les séries, est indiquée par le sort pour être remboursée.

Chaque année, en conséquence, quinze cents personnes sont remboursées à 800 fr.

Tous les mois a lieu un tirage d'obligations qui sont remboursables avec primes : première à 150,000 fr., les dix suivantes à 10,000 fr. chacune, 30 ensuite à 5,000 fr., puis 100 à 1,000 fr.

La somme annuelle de 138,000,000 fr. nécessaire pour faire face aux engagements pris par le Trésor, sera fournie par 2,762 obligations à 500

fr. 138,100,000

Produit des primes 6,000,000

fr. 130,384,600

Différence, 1,602 obligations remboursées avec le remboursement [illegible] remplacés dans les [illegible]

338,400

fr. 138,000,000

Cette annuité pour 60 ans correspond à un intérêt de 2 82/100.

On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen [illegible] de la machine "Domestic," 103 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

Agence de l'Habitation Valeur Aime — [illegible] aujourd'hui vendredi, que l'encanteur de la place St. Jacques doit vendre, sur les lieux, la maison d'habitation Valeur Aime, avec la shore [illegible] qui en dépendent. On trouvera [illegible] les conditions de la propriété, et [illegible] conditions de la vente. La mise aux enchères [illegible] à onze heures, à l'arrivée du train qui part à 9 heures de la rue du Canal (chemin de fer [illegible]ville). L'habitation est une des plus [illegible] de la Louisiane, et les capitalistes peuvent [illegible] un placement qui sera fort avantageux [illegible] un avenir assez rapproché.

Les machines "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette [illegible] se vend au No 103, de la rue du Canal.

THEATRE DE L'OPERA.—La représentation donnée au bénéfice de M. Calabrési a été magnifique à tous égards. Le public en masse s'est porté à l'Opéra pour donner à l'éminent maëstro un éclatant témoignage de son estime. A son entrée dans la salle, M. Calabrési a été accueilli par une triple salve d'applaudissements. L'auditoire tout entier a pris part à cette manifestation sympathique.

Dans l'entr'acte du second acte au troisième, les artistes de la troupe sont venus complimenter leur excellent directeur et lui offrir un fort beau présent en témoignage de leur estime et de leur gratitude. Les musiciens de l'orchestre, qui professent pour leur chef une vive sympathie en ont fait autant de leur côté. Enfin, M. Calabrési a également reçu des actionnaires de l'Opéra un splendide présent accompagné d'une médaille en or, dont la légende augmente la valeur.

Ces manifestations sympatiques ont dû réjouir le cœur de l'éminent maestro, qui en est si digne à tant de titres.

La reprise de la *Juive* est un succès.

Nous pourrions ajouter, sans faire tort au passé, une réhabilitation.

L'heure est trop avancée pour qu'il nous soit possible d'en dire plus long. Nous nous bornons à constater le fait essentiel, à savoir que le chef-d'œuvre d'Halévy a été exécuté avec un éclat inusité.

CONCERTS THOMAS.—M. Thomas et son excellent orchestre donneront, ce soir, leur cinquième Grand Concert, à la salle des Odd-Fellows. Le programme est fait de main de maître. La première partie se compose de deux grandes pièces, la célèbre symphonie No 5, de Beethoven, qui sera exécutée en entier, allegro, andante, scherzo et finale; et le Concerto de Chopin, pour piano et orchestre. Dans la deuxième partie, on entendra, entr'autres morceaux, l'ouverture d'*Oberon*, Traumerei de Schumann, la Sérénade d'Haydn et l'ouverture de Tannhauser, de Wagner.

On peut dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que M. Thomas convie, le dilettantisme orléanais à une véritable solennité musicale à laquelle tous les artistes et les amateurs de la Nlle-Orléans se feront un plaisir d'assister.

Demain, samedi Matinée et Concert le soir à Odd Fellows Hall. Dimanche Grand Concert d'adieu aux Variétés. Nous engageons vivement les personnes qui désirent assister à ces concerts de s'assurer leurs places à l'avance.

La location est ouverte au magasin de musique de M. Grunewald, rue du Canal.

LE MONDE ILLUSTRÉ. — La librairie Hébert & Co., au coin des rues de Chartres et Bienville, a reçu les numéros du *Monde Illustré* du 27 janvier et du 3 février.

LE ROI CAROTTE.—Nous avons reçu de MM. Hébert & Co., libraires rue de Chartres, un exemplaire du *Roi Carotte*, opéra-bouffe en 4 actes et 22 tableaux, de Victorien Sardou, musique d'Offenbach, ouvrage qui a fait dernièrement sensation à Paris.

AU DESSOUS DU PRIX COUTANT.—Occasion rare et que nous recommandons à nos lecteurs. Tout argent placé en marchandises vendues au-dessous du prix coutant est de l'argent bien employé, et rendant un gros intérêt. Il y a même un double et triple bénéfice quand il s'agit de marchandises comme celles dont il est question dans l'annonce de MM. Lion & Pinsard. Nouveautés, modes, fantaisies, tous articles fort courus, et qui composent le stock de cette vente par liquidation. Ce dernier mot explique le bon marché offert au public acheteur. La liquidation de la maison Lion & Pinsard est positive et sans réserve. Qu'on ne l'oublie pas et qu'on se presse car les bonnes affaires partent vite et tout le fonds sera bien vite écoulé.

LOTERIE DE LA LOUISIANE.—Le grand tirage de cette loterie aura lieu demain, samedi 24 courant, à 11 heures du matin, sur les bureaux de la compagnie. Le lot capital est de $50,000 : le nombre de billets est de 20,000 et le prix du billet est de $20 seulement. Le public est invité à assister au tirage. Heureux ceux qui pourront acheter un billet, puisque avec la chétive somme de $20, ils ont la chance de gagner la forte somme de $50,000 ! C'est donc là un argent bien placé. Ne vaut-il pas mieux le mettre là ou on bénéficie énorme peut en résulter que de le dépenser en plaisirs ou en entreprises douteuses n'offrant que de minimes chances de gain ou qu'un chiffre de gain comparativement inappréciable ? La Loterie de la Louisiane a fait ses preuves, et les amateurs de jeux de hasard peuvent avoir toute confiance dans cette institution.

☞ On entend tous les jours prôner nombre de médicaments, mais il en est peu qui justifient tout le bien qu'on en dit. Le BAUME AUX NAVET-INDIENS, de Laplace, s'est imposé au public par son propre mérite. Il n'existe pas de préparation plus efficace contre les rhumes, les catarrhes, la grippe, les maux de gorge, les inflammations de la muqueuse, etc. En vente chez Laplace, 28 et 25, Champs Elysées, et dans les principales pharmacies de la ville.

LA SOUSCRIPTION EN FRANCE.

Nous lisons dans le *Monitour* du 20 janvier :

" Hier 20 janvier, une femme de cour, une grande dame parisienne, qui sait faire un noble usage de la fortune, une Française qui mérite le cordial salut des Athéniennes, Mme Lepel Cointet, a souscrit la somme de 100,000 fr. destinée à la souscription patriotique.

Le même jour, un illustre savant, M. le baron Thénard, nous offrait 50,000 fr."

Les élèves du lycée Louis-le-Grand, ont réuni 15,000 fr.

A la Ferté, le 17e d'artillerie souscrit pour 10,000 fr.

A Rouen, la souscription municipale donne 17,604 fr. ; celle du *Nouvelliste*, 28,717 fr. ; celle du *Journal de Rouen*, 18,600 fr.

Le conseil d'administration du Lloyd roumenais a voté une somme de 10,000 fr. pour la souscription nationale.

Marseille donne un grand entrain. A la souscription des notables déposés ici, il faut ajouter la souscription du petit commerce, qui est activement [illegible].

La souscription à la succursale de la Banque de France à Marseille s'est [illegible] pour cent de son traitement, jusqu'à la libération du territoire français. La souscription sera versée immédiatement.

Les compagnies de sapeurs-pompiers n'ont pas oublié que leur devise était "patriotisme et dévouement." A Reims, M. A. de Tuyll de Serooskerken, maire de la ville, de la part de ses hommes, la somme d'or, d'une valeur de 3,00 fr., qui a été offerte le 12 mai 1871 par le maire de la ville aux sapeurs-pompiers.

Les journaux du Havre du 1er février nous apprennent que la représentation donnée le 30 au profit de l'œuvre de la délivrance a produit net fr. 2,555 25.

M. M. Jevelin et Cie, agents de la Compagnie générale transatlantique, ont reçu la lettre suivante :

" Messieurs —J'ai l'honneur de vous remettre la somme de 297 fr. 50 souscrite par l'état-major et l'équipage du *Washington*, pour aider à l'évacuation du sol français, avec prière de la faire parvenir à la disposition du Comité des femmes de France, quand il sera formé.

Salut, etc.

A. ROUSSAN.

Le personnel de l'usine à gaz du Havre, employés et ouvriers, a souscrit pour l'abandon d'une journée de solde, en faveur de la souscription patriotique.

M. Isidore, grand rabbin du consistoire central des Israélites de France, adresse au *Monitor* une adhésion des plus patriotiques.

Nous lisons dans le *Figaro* :

La souscription pour hâter la libération du territoire, se décidément accueillie partout avec enthousiasme.

Dans la plupart des ateliers, les ouvriers offrent une part de leur salaire ; aujourd'hui, les patrons abandonnent tout ou moitié des représentations spéciales ; les cafés, les restaurants retiennent à une journée de recettes, etc., etc.

Dans plusieurs salons, une coutume touchante est en train de s'établir, coutume dont l'adoption a, en outre, l'avantage de mettre d'accord ceux qui veulent danser et ceux qui, par austérité, se refusent à tout plaisir tant qu'il restera un Prussien en France. Cette coutume consiste à [illegible] pour de 20 centimes chaque cavalier et chaque branle, quadrille, polka ou petit impromptu que ne peut manquer d'amener une somme assez ronde dans les caisses de la souscription.

— L'Ecole polytechnique et l'Ecole de Saint Cyr prennent spontanément part à la souscription nationale pour la libération du territoire. Indépendamment des offrandes déjà données par un grand nombre d'élèves, chacun de ces fâtes offrent d'[illegible] pour un franc par mois pour tout le temps que durera l'occupation allemande.

— Une lettre adressée de Berlin, le 16 janvier, à la *Correspondance étrangère*, contient ce qui suit :

" Il a fallu une cette leçon vint d'Alsace, pour ainsi dire, pour nous faire comprendre [illegible] ce que c'est que l'amour de la patrie, [illegible] ses actes de patriotisme. Et la souscription nationale que l'on est en train d'organiser ici, ne sera, pour nous une [illegible] encore plus grave. Cet argument que l'*Indépendance Française* est [illegible] pour nous donner.

Prenons cela et sachons en profiter !

Pour cet et ab hoste doceri.

LES ACHATS D'ARMES A NEW-YORK [illegible]

La [illegible] de M. Place qui vient d'être dépeint à Paris et à la salle d'armes, contre-partie aux [illegible] de M. Clément Laurier, [illegible] que nous [illegible] a prononcé le 22 de ce mois au Sénat [illegible] régulation appelant une [illegible] sur un [illegible] d'armes faites à la France pendant la guerre par le gouvernement américain. [illegible] Journal officiel, imprimé ce [illegible], contient un rapport dans les pièces [illegible] de la proposition, — nous utilisons dans un supplément de M. Sumner :

L'interpellation proposée par M. Sumner dans la résolution qu'il a présentée lundi au Sénat, a une grande importance.

En septembre et octobre 1870, les ventes considérables d'armes et de matériel de guerre furent faites par la Banque d'Actif-lerie aux agents du gouvernement français, pour servir dans la guerre existant alors avec l'Allemagne. Il était évident que le ring militaire qui entoure le président Grant, ainsi que quelques-uns de ses fastueux associés civils, avaient grand intérêt à effectuer ces transactions. Quiconque était au courant de l'affaire pensait qu'il en retirerait beaucoup d'argent, mais de quelle manière, on l'ignorait. Il paraît maintenant, d'après les déclarations officielles du gouvernement français, qu'il a payé pour ces achats environ onze millions de dollars en or, équivalant, en ce moment compa de la prime sur le change, à quatorze millions de notre currency, somme énorme dans son rapport sur ce point secondaire de la guerre déclare que le département de la guerre n'a reçu que dix millions. Ce passif de quatre millions n'a pas été fait par l'agent faisant les achats pour le gouvernement français, car il avait une commission légitime de 2½ p. cent qui n'est pas comprise dans cette portion du prix d'achat. Les [illegible] Simons and Schell, [illegible] à la [illegible] rait, entre le ring militaire et les autres parties qui composaient ces affaires. C'est sur ces faits que M. Sumner désire une investigation complète.

Un autre point tout autant sinon plus important est le fait, qui paraît aussi prouvé d'une manière officielle, que les ateliers du département de la guerre étaient employés, pendant la période en question, à fabriquer des cartouches pour le gouvernement français. Il paraît que la France ne voulait pas acheter des armes sans les munitions ; et si grand était le pouvoir du ring militaire des spéculateurs, qu'ils purent amener le département de la guerre à fournir ces cartouches. C'était une violation des lois de neutralité et des obligations internationales bien plus grave que tout ce que l'on peut reprocher à l'Angleterre pour avoir permis à l'*Alabama*, au *Florida* et aux autres croiseurs confédérés de sortir de ses ports pour leur mission de destruction. En ce cas elle était coupable de négligence ; mais dans le cas des munitions fabriquées pour les Français pendant leur guerre avec l'Allemagne, l'administration du général Grant était coupable d'une part directe à la guerre. Cette conduite paraît d'autant plus criminelle qu'elle semble avoir été exclusivement dictée par le désir du ring militaire de réaliser ses quatre millions de dollars sur les ventes d'armes. Ce n'était pas seulement un acte de trahison contre une puissance amie, cet acte était pis encore pour être commis secrètement et dans un but mercenaire.

M. Sumner a bien fait de demander une investigation sur ces choses. Qu'elle soit prompte, complète et impartiale.

Ainsi la motion de M. Sumner embrasse deux points qui constituent une double accusation. L'un impliquant les agents de l'administration de la guerre dans un détournement qui ne s'élèverait pas à moins de quatre millions de dollars, l'autre accusant l'administration elle même de violation des lois de neutralité internationale, en vendant des armes à la France en vue de favoriser les spéculations d'une coterie militaire.

Cette affaire a fait explosion, comme on pense, et il n'est pas question d'autre chose dans les cercles politiques et dans la presse. Le *Herald* est à peu près le seul journal entièrement [illegible], quoique timidement encore, d'ouvrir la voie aux éclaircissements et aux justifications.

En ce qui concerne, dit-il, la grande dépêche que nous existe entre le comte de Gérolt pour achat d'armes présenté par le gouvernement français et notre propre compte de recettes à raison de la vente des mêmes armes, le secrétaire de la guerre dit que, comme les deux genres de [illegible] ne sont jamais eu à faire et n'ont jamais eu de compte entre eux pour cet objet, il faut nécessairement qu'ils s'adressent à leurs agents confidentiels pour avoir l'explication de ce qu'est devenu l'argent placé entre leurs mains.

Le même journal donne des explications assez obscures sur la part prise par divers officiers dans les transactions dénoncées. Les autres [illegible] sont [illegible] pour les commissionnaires, et appellent à une investigation rigoureuse sur tous les points obscurs.

L'*Express* s'exprime en ces termes :

Si tous les misérables qui ont volé le gouvernement pendant la guerre civile et depuis doivent être condamnés à l'amende et à la prison, la dette nationale serait bientôt être vite payée, sans les frais requis par les prisons supplémentaires nécessaires pour enfermer les coupables. M. B. F. Stokes, ex-major-général, va avoir sa rétribution, en conséquence d'un jugement récent ; mais Stokes n'est qu'une unité dans des douzaines de mille. C'est long temps avant que la paix fût signée avec le Sud que le gouvernement a été volé de millions par dizaines, et les pécules postérieurs, bien que montant ensemble à bien des millions, sont comparativement une petite affaire. S'il devait jamais y avoir une révélation des contrats frauduleux et des pertes immenses qu'ils ont occasionnées, malheur aux entrepreneurs ! Les coiffures frauduleuses de l'ex-collecteur Murphy apparaîtraient alors comme une des plus bénins de l'espèce. Après les cinq cents millions dépensés pour la marine pendant la guerre civile, il a été déclaré mardi à la Chambre des représentants qu'il existe à peine un navire en état de service. Et le côté plaisant de cette révélation, c'est que la cause en a été attribuée à trop de parcimonie.

Certaines choses se traitent assurément mieux à l'étranger qu'ici. M. Victor Place a été condamné par la Cour d'appel à deux ans d'emprisonnement et à une amende de $400, pour un mauvais emploi de fonds appartenant au gouvernement français, en achetant des armes aux Etats-Unis pendant la dernière guerre. Et c'était la pénalité maximum qui pût être infligée.

Le même journal rappelle les fraudes de l'administration des douanes et la persistance de l'impunité dont ont joui jusqu'ici les coupables, n'espère guère aucun résultat sérieux de l'enquête provoquée par M. Sumner. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

Après la question de savoir à qui ont été les $35,000 dont il n'est pas rendu compte dans le bilan de Leet (Deuxnes.. le public est maintenant désireux d'avoir quelques informations sur les individus affiliés au *ring* militaire du président Grant, qui sont supposés avoir empoché les millions de dollars dont le gouvernement a été volé par la vente de fusils au chargement par bouche à la France pendant que l'accent conflit avec l'Allemagne. Le sénateur Sumner fait quelque chose, nous espérons, pour éclaircir le mystère, mais en vérité la difficulté que le comité des douanes éprouve à amener devant lui Porter et Babcock pour aider à découvrir le [illegible] des $35,000 manquant, en [illegible]

[illegible] ne peut s'empêcher de penser que toute l'influence de l'administration ne soit mise en œuvre, contre l'habitude, pour étouffer l'investigation. Néanmoins le sénateur Sumner, le sénateur persévérera, ne fût-ce que pour [illegible] le président et ses amis sont disposés à aller pour cacher les pratiques véreuses dont on suit la piste jusqu'à leurs portes.

Le *World* met l'administration au défi de laisser la vérité se faire jour.

L'administration, dit-il, est [illegible] et effrayée, et mettra tant qu'elle pourra des bâtons dans les roues de l'enquête, aussi longtemps qu'elle pourra espérer de tenir la lumière sous le boisseau. Elle n'osera pas s'frouter le grand jour, et cependant, si elle s'y soustrait, le public regardera son abstention comme une confession de corruption. Mais le pays a droit de savoir ce que sont devenus les $4,000,000 que le gouvernement français payés et que le Trésor national n'a pas reçus. Dans quelles mains sont-ils restés ?

Le même journal incrimine violemment le cabinet envers l'Allemagne :

Ce que nous avons reproché de plus grave à l'Angleterre, c'est d'avoir permis à des particuliers de construire des navires pour les confédérés. Mais notre gouvernement ne s'est pas contenté de permettre à des agents français d'acheter des armes et des munitions à des manufactures privées ; il a mis tous les établissements publics en plein activité pour fabriquer ces mêmes articles à l'usage de la France contre l'Allemagne. Et tout cela pour remplir les poches et engraisser la cupidité d'une coterie des spéculateurs corrompus qui sans doute ont partagé leurs profits avec les subordonnés du général Grant aux départements de la guerre.

Dans la séance du Sénat d'hier, M. Sumner a demandé que sa proposition fût mise immédiatement à l'ordre du jour. Il s'est élevé à ce sujet une [illegible] discussion dans laquelle l'urgence a été instamment demandée, plus encore à raison de la nature que de l'importance des accusations soulevées, tandis que plusieurs sénateurs voulaient que le débat fût remis après l'examen du budget.

L'urgence a été accordée et M. Sumner a prononcé un discours sur lequel nous reviendrons demain.

ARRANGEMENT ENTRE LE PAPE ET LA RUSSIE.—La télégraphe nous annonce que Pie IX aurait [illegible] un arrangement avec la Russie, par lequel [illegible] de [illegible] à la suite de la réception du [illegible] Michel au Vatican, [illegible] se [illegible]

On dit que des concessions auraient été faites de part et d'autre. On se souvient que c'est en 1870 que [illegible] Pie IX [illegible] la [illegible] pour [illegible] [illegible] Pétersbourg avait [illegible] [illegible] [illegible]